ACTION URGENTE AU CHILI

Nous, comités, associations et collectifs de soutien aux prisonniers politiques mapuche ainsi qu'aux mapuche luttant jour après jour afin de récupérer leur territoire ancestral usurpé, réclamons un **PROCÈS JUSTE ET ÉQUITABLE** pour les quatre membres de communautés mapuche – le lonko ALFREDO TRALCAL et les frères BENITO, PABLO et ARIEL TRANGOL – en détention préventive dans la prison de Temuco, qui mènent une grève de la faim depuis plus de **127 jours** et sont menacés de graves séquelles neurologiques, voire de mort.

Les quatre "comuneros" ont recours à cette mesure extrême pour exhorter les autorités chiliennes à respecter leur obligation de garantir leurs droits. Ils ont déjà effectué un an et quatre mois de détention préventive dans des conditions absolument intolérables, abusives et inhumaines. De plus l'Etat chilien prétend leur appliquer de façon aberrante la Loi antiterroriste, sans preuves, comme ils l'ont signalé à plusieurs reprises et l'expriment dans le communiqué public suivant :

« Notre arrestation a eu lieu à plus de 10 km du lieu des faits incriminés, sous prétexte d'un contrôle d'identité, et les uniques éléments trouvés à notre encontre sont des outils agricoles. Nous comprenons que cet acharnement est dû à notre soutien aux processus de revendication dans les Lof Wenteche du Gülumapu, raison pour laquelle les autorités invoquent contre nous la Loi Nº 18.314 (Loi Antiterroriste) ».

Par conséquent nous exigeons pour eux :

- Un procès juste respectant la présomption d'innocence
 - La non-application de la loi antiterroriste
 - La non-utilisation de témoins anonymes
 - La suppression de la prison préventive.

Nous réclamons, également, un **PROCÈS JUSTE ET ÉQUITABLE** pour la MACHI FRANCISCA LINCONAO HUIRCAPAN et pour les dix autres comuneros mapuche accusés dans l'affaire Luchsinger Mackay :

AURELIO CATRILAF PARRA, ELISEO CATRILAF ROMERO, HERNÁN CATRILAF LLAUPE, SABINO CATRILAF QUIDEL, SERGIO CATRILAF MARILEF, JOSÉ ARTURO CÓRDOVA TRÁNSITO, JOSE MANUEL PERALINO HUINCA, JOSÉ TRALCAL COCHE, JUAN TRALCAL QUIDEL, LUIS SERGIO TRALCAL QUIDEL.

En ce qui concerne ce cas, nous sommes très préoccupés par le déroulement du procès intenté à la Machi Francisca Linconao Huircapan, déjà victime d'un emprisonnement préventif extrêmement long. Par ailleurs, tous ont déjà supporté une détention préventive de plus d'un an et demi sans preuves valides. L'état physique et moral dans lequel ils se trouvent est également très préoccupant; sans parler de la guerre médiatique menée à leur encontre et de leur condamnation publique anticipée.

La présidente Michelle Bachelet a promis en 2013 que la loi antiterroriste ne serait plus appliquée. Cependant, nous constatons, qu'en 2017, l'application de cette loi subsiste pour les membres des communautés mapuche, dans le cadre de leurs revendications territoriales et sociales. La Présidente a récemment demandé PARDON au Peuple Mapuche ; mais il serait plus important qu'elle respecte sa parole.

L'application de la loi antiterroriste empêche des procès justes et équitables, comme l'a rappelé récemment la Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme à l'Etat chilien.

Nous insistons pour que cette Loi, datant de la dictature de Pinochet, **soit définitivement abrogée**; et qu'une fois pour toutes la **Convention 169 de l'OIT**, qui protège les droits du peuple Mapuche soit mise en application. En effet, ce n'est pas le cas depuis qu'elle a été signée par l'Etat chilien, malgré tous les rappels de la CIDH et du Conseil des droits humains des Nations Unies.

Fin de la répression policière et judiciaire systématique contre le Peuple mapuche qui défend sa terre!

Signent : Terre et Liberté pour Wallmapu (France), COMABE Belgique (Bruxelles), CECT (Commission Ethique Contre la Torture) Belgique, Association Cordillera, Villeneuve d'Ascq, France, Association Nuevo Concepto Latino, France, Meli

Newen Mapu, Suède, Colectivo Ayotzinapa Paris, France, Comité de Solidarité avec les Indiens des Amériques, CSIA Nitassinan Paris, France, Les Trois Passants, Toulouse, France, el Colectivo Abya Yala y el Frente Amplio París, Women's Coordinating Committee for a Free Wallmapu, Toronto, Canada, Association France Amérique Latine, Paris.